

L'État est de retour. Face à un système bancaire en déroute, ignorant de l'étendue des dégâts qu'il avait lui-même causés, la puissance publique est apparue comme le dernier rempart. Celui qui tient quand tout s'écroule. Les banques centrales ont prêté des sommes colossales aux opérateurs financiers. Les fonds souverains ont dû prendre le relais d'un secteur privé paralysé, les États ont volé au secours des salariés touchés de plein fouet par la récession. Par sa réactivité, par l'ampleur de son action, la puissance publique semble nous avoir épargné l'effondrement de l'économie. Dans la crise, l'État a regagné ses lettres de noblesse, perdues aux grandes heures du libéralisme triomphant, dans les années 80.

En France, tout particulièrement, s'installe le sentiment diffus que l'investissement est une chose trop sérieuse pour être laissée aux entreprises et à leurs financiers. Grand emprunt, Fonds stratégique d'investissement, plan d'aide aux PME, orchestration de multiples rapprochements industriels, nominations de proches du pouvoir politique à la tête de grandes entreprises : autant d'initiatives où la force publique réaffirme son rôle d'acteur économique de premier plan.

Comment comprendre ce retour tonitruant des États sur la scène économique ? S'agit-il de la création d'une digue temporaire, ou, comme certains le pensent, d'un changement de paradigme durable, voire carrément de la signature d'un échec du libéralisme ?

En soi, la centralité de la question publique dans l'orchestration de l'économie ne doit pas étonner. Elle n'est pas nouvelle. Les gestes les plus simples de notre vie quotidienne, du steak que nous mettons dans notre assiette à la vitesse à laquelle nous roulons, sont finement encadrés. Nous baignons dans l'intervention publique, et le plus souvent, c'est à notre grand soulagement. Car l'absence de règles, ou la lenteur à les formuler peut tuer. En 1847, un chirurgien hongrois, Ignác Semmelweis, découvrait qu'on pouvait considérablement limiter l'infection des malades hospitalisés en forçant les médecins à se laver les mains avant toute opération. Sa découverte, statistiquement irréfutable, heurtait les croyances de l'époque. Il faudra plus de vingt ans pour que se généralise une pratique qui aurait pu sauver des milliers de vies.

Comment choisir des systèmes de règles qui servent au mieux l'intérêt général ? Cette interrogation est essentielle. Le marché sans règles du jeu, c'est effectivement la barbarie ; l'autorégulation est une utopie dangereuse. Mais, inversement, la proli-

fération de règles doctrinaires dont les principes et le but ne seraient pas clairs, c'est la porte ouverte à l'arbitraire et au gâchis.

Ce livre commence donc par une visite guidée de l'« horlogerie des règles ». Il s'agira de comprendre la raison d'être des règles que la puissance publique doit imposer au marché. Par exemple, assurer que les entreprises n'exercent pas sur le dos du consommateur un « pouvoir de monopole » excessif, faire en sorte que les nuisances infligées aux autres soient limitées, ou encore protéger le consommateur contre les « manipulations » dont il peut faire l'objet. Voilà des objectifs bien distincts que l'horloger des règles qu'est l'État doit avoir en tête.

La doctrine de l'horlogerie évite de dicter des lois à l'aveuglette ; elle donne une grille au débat citoyen, elle permet de sortir du symbolique et des antagonismes rhétoriques entre ceux qui « croient à l'État » et ceux qui « croient au marché ». Ces deux pôles ne peuvent pas être dissociés. Ils sont le recto et le verso d'une même idée, celle de l'échange efficace : ceux qui croient au marché croient aussi à l'État.

Pour définir les « bonnes règles », il ne suffit pas toutefois d'invoquer le bien commun. Car, dans le monde réel, il n'y a pas d'horloger bienveillant. Pour choisir et faire respecter les règles, il faut s'en remettre à des hommes, eux-mêmes dotés d'intérêts qui leur sont propres. Faute de comprendre cette logique, on ne saurait parler de manière réaliste de l'intervention publique et de ses limites.

Le deuxième temps de ce livre étudiera donc les logiques individuelles, ces « frottements » qui compliquent le fonctionnement et l'entretien de l'horloge des règles. Sans les expliciter, on resterait dans un monde fictif, où le mouvement perpétuel est possible, où les horloges fonctionnent sans être jamais remontées.

Quels sont ces frottements ? Ceux qui ont la charge de fixer les règles peuvent être capturés par les groupes d'intérêts, par les lobbies. Pilotes de l'intervention publique, les politiques ne sont pas des anges ; on ne peut leur demander la lune. Leur carrière repose sur le vote de citoyens peu informés dont il peut être tentant de flatter certaines attentes déraisonnables. Enfin, les groupes d'experts, recours souvent convoqué pour contrebalancer la myopie des politiques, présentent, en sus d'un déficit démocratique, le problème d'un manque de lucidité chronique. Mandatés pour rassembler les connaissances et juger objectivement, à l'écart des enjeux financiers et électoraux, ils se montrent en

pratique peu aptes à délibérer rationnellement et succombent régulièrement à des délires collectifs.

En braquant le projecteur sur les hommes qui font fonctionner la puissance publique, ce livre propose une thérapie pour se libérer du mythe de l'État bienveillant, tout aussi dangereux que celui de l'autorégulation. L'objet de cet exercice de lucidité est de progresser vers une action publique plus consciente de ses failles, donc mieux calibrée et plus efficace.

Augustin LANDIER, David THESMAR, *La Société translucide, pour en finir avec le mythe de l'État bienveillant*, 2010.

Vous ferez un **résumé** de ce texte de 908 mots en 100 mots \pm 10 %.

Marquez les dizaines de mots et indiquez le **dé-compte** total à la fin de votre copie.

Les formules caractéristiques doivent impérativement être **reformulées**.

Appuyez-vous sur les **liens logiques** du texte, explicites ou implicites, et **faites des paragraphes**.

Prévoyez **une marge** d'au moins 5 ou 6 cm, et **sautez des lignes**.

Il est interdit d'utiliser un stylo-plume ; utilisez un **stylo-bille ou un feutre de couleur bleu ou noire**. Pas de blanc machine, ni d'effaceur.